

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Fin-de-la-recession-Qui-se-moque-de-qui>

« Fin de la récession ? Qui se moque de qui ? »

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 9 janvier 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les médias nous disent que la « crise » économique est terminée, que l'économie-monde a renoué une fois de plus avec son mode normal de croissance et de profit. Le 30 décembre, Le Monde a résumé cet air du temps par un gros titre, brillant comme d'habitude : « Les Etats-Unis veulent croire à la reprise économique ». Exactement, ils « veulent [y] croire », et pas seulement là-bas. Mais est-ce le cas ?

Tout d'abord, comme j'ai déjà pu le dire à maintes reprises, nous ne sommes pas en récession mais en dépression. La plupart des économistes ont tendance à privilégier des définitions formelles de ces termes, en se basant en premier lieu sur la hausse des cours des marchés boursiers. Ils ont recours à ces critères pour prouver qu'il y a de la croissance et des profits. Et les dirigeants au pouvoir sont heureux d'exploiter cette absurdité. Mais ni la croissance ni les bénéfices ne sont des instruments de mesure adéquats.

Vous trouverez toujours des personnes qui font des profits, même dans les pires périodes. La question qu'il faut se poser est : combien de personnes et quelles personnes ? Dans les « bonnes » périodes, la plupart des gens voient leur situation matérielle s'améliorer, même s'il existe des différences de revenus considérables entre les personnes situées en haut et en bas de l'échelle : comme le dit le dicton, une marée montante soulève tous les bateaux, ou du moins la plupart.

Mais quand l'économie-monde entre en stagnation, comme c'est le cas depuis les années 1970, plusieurs choses surviennent. Le nombre de personnes n'ayant pas d'emploi rémunéré et qui reçoivent donc un revenu juste suffisant pour vivre augmente considérablement. Et pour cette raison, les pays cherchent à s'exporter leur chômage. De surcroît, la classe politique a tendance à vouloir priver de leurs revenus les personnes âgées retraitées et les jeunes qui ne travaillent pas encore afin d'apaiser leurs électeurs qui appartiennent aux catégories habituelles en âge de travailler.

C'est pourquoi, lorsque l'on apprécie la situation pays par pays, il y en a toujours certains où la situation semble bien meilleure que dans la plupart des autres. Mais la liste des pays mieux lotis a tendance à évoluer avec une rapidité certaine, ce qui s'est passé au cours des quarante dernières années.

De plus, comme la stagnation perdure, l'impression négative d'ensemble devient grandissante. C'est à ce moment que les médias commencent à parler de « crise » et que les politiques recherchent des solutions rapides. Ils en appellent à l'« austérité », ce qui veut dire sabrer encore dans les retraites, dans l'enseignement et dans les crèches. Ils dévaluent leurs monnaies, s'ils le peuvent, pour réduire momentanément leurs taux de chômage au détriment du taux d'emploi d'un autre pays.

Prenons le problème des retraites publiques. Une petite ville de l'Etat d'Alabama a vidé son fonds de pension en 2009. Elle s'est déclarée en faillite et a cessé de payer les retraites, violant du même coup la loi de l'Etat qui lui en faisait l'obligation. Comme l'a remarqué le New York Times, « les retraités ne sont pas seuls à souffrir quand un fonds de pension se tarit. Si une ville s'évertuait à respecter la loi et payer ses retraités avec les ressources de son budget annuel, elle serait probablement obligée d'adopter d'importantes hausses d'impôts ou procéder à d'énormes coupes dans les services publics pour sortir l'argent. Les agents municipaux actuels pourraient se retrouver dans la situation où ils devront contribuer à un plan d'épargne retraite qui aura disparu lorsqu'ils prendront leurs retraites ».

C'est bien la menace à laquelle sont confrontés tous les Etats des Etats-Unis, tenus par la loi de présenter des budgets équilibrés, ce qui signifie autrement dit qu'ils ne peuvent recourir à l'emprunt pour faire face à leurs besoins

budgétaires actuels. Et c'est un problème analogue pour tous les pays de la zone euro qui ne peuvent dévaluer leurs monnaies pour faire face à leurs besoins budgétaires, avec pour conséquence des coûts exorbitants et intenable lorsqu'ils veulent emprunter.

Mais quid, peut-être vous demandez-vous, de ces pays où l'économie est dit-on « florissante » comme l'Allemagne, et plus particulièrement la Bavière, qualifiée par certains de « planète des gens heureux ». Alors pourquoi les Bavarois « ressentent[-ils] un malaise » et paraissent « réservés et incertains sur la santé de leur économie » ? Le New York Times note que « la bonne fortune de l'Allemagne (...) est largement perçue (en Bavière) comme s'étant faite au détriment des travailleurs qui, au cours de la dernière décennie, ont sacrifié salaires et prestations sociales au nom de la compétitivité de leurs employeurs (...). En fait, la prospérité est issue pour une part du fait que certaines personnes ne bénéficient pas de la sécurité sociale qu'elles devraient avoir ».

Alors, bon, il existe quand même l'exemple des « économies émergentes » qui affichent une croissance soutenue ces dernières années, en particulier chez les « BRIC » (NdT : Brésil, Russie, Inde, Chine). Regardez-y à deux fois : le gouvernement chinois se montre très inquiet des pratiques laxistes des banques du pays en matière de crédit. Cela a tout l'air d'une bulle et conduit à la menace de l'inflation. Une conséquence est la brutale augmentation des licenciements dans un pays où le filet de sécurité pour les chômeurs semble avoir disparu. Pendant ce temps, la nouvelle présidente brésilienne Dilma Rousseff est, dit-on, inquiète de la « surévaluation » de la monnaie brésilienne par rapport à des devises étatsunienne et chinoise dévaluées qui, ensemble, menacent la compétitivité des exportations brésiennes. Quant aux gouvernements russe, indien et sud-africain, ils sont tous confrontés à la grogne de larges franges de leurs populations qui ne semblent pas avoir profité des bénéfices de la supposée croissance économique.

Les brusques augmentations des prix de l'énergie, de l'alimentation et de l'eau finissent de compléter ce tableau, et ce n'est pas de la moindre importance. Ces hausses résultent de la croissance de la population mondiale combinée aux pourcentages accrus de personnes réclamant l'accès à ces biens. Cela laisse présager une lutte pour ces biens de base, lutte qui pourrait devenir meurtrière. Deux issues sont possibles. La première, la plus improbable, c'est qu'un nombre considérable de personnes réduisent leur niveau de demande. La seconde, c'est que cette lutte soit si meurtrière qu'elle aboutisse à une réduction de la population mondiale et par conséquent à de moindres pénuries, ce qui est une solution malthusienne particulièrement déplaisante.

Alors que nous entrons dans la deuxième décennie du XXI^{ème} siècle, il paraît improbable qu'en 2020 nous regardions cette décennie comme celle où la « crise » fut reléguée au rang de souvenir historique. Cela ne sert pas à grand chose de « vouloir croire » en une perspective qui semble lointaine. Cela n'aide pas à imaginer ce que nous devrions faire.

[Commentaire n° 296](#). USA, 1er janvier 2011